



Prix de la Fondation Mattei Dogan décernés par l'AFSP *Lauréats 2007*

► Le Prix d'excellence en science politique



Patrick Le Galès, politiste et sociologue est directeur de recherche CNRS au Centre de Recherches Politiques de Sciences Po et Professeur à Sciences Po.

Il a fait sa thèse au sein de l'Observatoire Sociologique du Changement d'Henri Mendras avec Odile Benoit-Guilbot (Université Nanterre Paris X et Sciences Po) et à Nuffield College (Université d'Oxford) avec Vincent Wright. Il a d'abord travaillé comme chercheur CNRS et enseignant au CRAPE (IEP Rennes/Université de Rennes I 1992-1997) où il a passé son habilitation avant de rejoindre le CEVIPOF. Il a également été chercheur ou Visiting Professor à l'Institut Universitaire Européen de Florence (Centre Schuman, 1996-1997), à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA, 1999 et 2003), à l'Université d'Oxford (2002-2003) et pour des périodes plus courtes aux universités de Warwick, Salford (2002), Cardiff (2007), Venise et

Milan Bicocca. Il a notamment obtenu le prix du GRALE (CNRS) pour sa thèse en 1991, la médaille de bronze du CNRS en 1996 et le prix Stein Rokkan du Conseil International des Sciences Sociales de l'Unesco pour son livre *Le retour des villes européennes* en 2002.

Ses recherches ont pour objet les transformations des villes, de l'action publique et les questions de gouvernance des sociétés européennes, l'articulation des régulations de marché, des régulations sociales et politiques. Directeur du programme « Sciences Po Villes et territoires », il fait partie des groupes « Politiques publiques » et « Economie politique » de Sciences Po. Il travaille essentiellement de manière comparative à partir de travaux sur les villes, les régions, les Etats ou l'Union européenne.

A Sciences Po, Patrick Le Galès dirige le programme « politiques publiques » du Master de Recherche de l'Ecole doctorale. Il est responsable scientifique du Master professionnel « Stratégies territoriales et urbaines », comprenant double diplôme Urban policy Master organisé avec la London School of Economics. Il enseigne au sein du Master of Public Affairs, et au sein du premier cycle. Il est l'un des animateurs pour Sciences Po du groupe de recherche Sciences-Po - Oxford (ERG), de l'ancien RTN européen URBEUROPE (2002-2006), du doctorat européen Urbeur (avec l'université de Milan Bicocca), et du programme doctoral « Sociologie économique-political economy », de l'Institut Max Planck de Cologne (comprenant également Harvard et Northwestern). C'est l'un des fondateurs et animateurs de l'Institut des Hautes Etudes pour l'Aménagement des Territoires en Europe. Il coordonne la chaire Vincent Wright à Sciences Po et fait partie du comité exécutif du Centre d'Etudes Européenne et du comité scientifique du Master of Public Affairs.

Ancien directeur de l'International Journal of Urban and Regional Research (1998-2005), il est désormais co-directeur de collections d'ouvrages : « U Sociologie », chez Colin, « Gouvernances » aux Presses de Sciences Po, « Urban and social change » chez Blackwell. Il est membre du comité de rédaction du British Journal of Political Science, Journal of Public Policy, Government and Policy et The Socio-Economic Review.

En savoir plus sur les Prix de la Fondation
Mattei Dogan décernés par l'AFSP sur le

www.afsp.msh-paris.fr

► Les trois Prix de thèse en science politique

« Analyse des politiques publiques »



Sarah Gensburger est ancienne élève de l'ENS Cachan, agrégée de sciences sociales et diplômée de l'IEP de Paris. Elle a soutenu sa thèse de sociologie, en juillet 2006, à l'EHESS, sous la direction de Marie-Claire Lavabre, et devant un jury composé de Danièle Hervieu-Léger, Pierre Muller, Jacques Revel et François de Singly. Intitulé Essai de sociologie de la mémoire. L'expression des souvenirs à travers le titre de « Juste parmi les Nations » dans le cas français : entre cadre institutionnel, politique publique et mémoire collective, son doctorat sera publié aux Presses de Sciences Po au début de l'année 2008, sous le titre Genèse de la catégorie de « Juste de France ». Etude d'une politique publique de la mémoire.

Sa thèse a donné lieu à plusieurs publications intermédiaires dont « Les figures du Juste et du Résistant et l'évolution de la mémoire historique française de l'Occupation », Revue Française de Science Politique, n°2, 2002 et avec Agnieszka Niewiedzial, « Figure du Juste et politique publique de la mémoire en Pologne : entre relations diplomatiques et structures sociales », Critique Internationale, n°34, 2007. Actuellement chercheuse post-doctorante au Centre d'Etudes Européennes de Sciences Po, elle étudie la genèse et les contours de la catégorie de « politique de la mémoire » comme catégorie d'action publique en France et en Europe. Ses recherches doctorales comme ses autres travaux mêlent sociologie, science politique et histoire.

« Étude de la société française »



Né en 1975, **Ivan Bruneau** poursuit sa scolarité secondaire à Falaise, dans le Calvados. Il découvre la sociologie politique à l'IEP de Rennes. En 1998, sous la direction d'Erik Neveu, il consacre son mémoire de fin d'études à la question du rapport à la politique des milieux populaires. Il prolonge cette réflexion en DEA (Paris I, Institut des Sciences Sociales du Travail). Sous la direction de Bernard Pudal, il reconstitue la trajectoire sociale d'un électeur du Front National, en essayant d'exploiter toutes les potentialités de la méthode biographique.

À l'automne 1999, allocataire de recherche et intégré au laboratoire Cultures et Sociétés Urbaines (CSU), il entreprend une sociologie du militantisme à la Confédération Paysanne. Le choix de cet objet de recherche est fortement lié à l'histoire de cette organisation syndicale, dont la genèse est à situer dans l'après-Mai 68. Il lui permet d'étudier les continuités effectives

entre les politisations subversives de la période soixante-huitarde et les logiques d'engagement dans la nébuleuse altermondialiste.

Parallèlement à son travail d'enquête, entre 2000 et 2004, il enseigne à l'université Paris XIII, d'abord comme vacataire, puis en tant qu'ATER. En novembre 2006, il soutient sa thèse intitulée La Confédération Paysanne : s'engager à « juste » distance. Depuis le 1er décembre 2006, il est post-doctorant au Centre d'Economie et Sociologie appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux (CESAER, INRA, Dijon). Il mène actuellement une enquête sur le vote professionnel et les orientations partisanes des agriculteurs de Côte-d'Or.

« Analyse comparée »



Guillaume Roux, chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, travaille à l'UMR Pacte (Sciences Po Grenoble-CNRS). Il est membre des projets européens GFE (Group Focus Enmity) sur la xénophobie et l'ethnocentrisme en Europe (dir. W. Heitmeyer), et JUSTIS (Public Confidence in Justice) sur les attitudes des minorités ethniques en matière de police et de justice (dir. M. Hough).

Il est l'auteur d'une thèse de doctorat soutenue en décembre 2005 à l'IEP de Grenoble sous la direction de Pierre Bréchon et intitulée Comprendre la xénophobie à l'échelle européenne. « Déconstruire » et expliquer les opinions xénophobes. Il est l'auteur de plusieurs articles et chapitres d'ouvrage sur les attitudes xénophobes. Ses recherches portent sur les attitudes poli-

tiques dans une perspective européenne comparée, la xénophobie et la perception des minorités ethniques. Son projet de recherche, Les dimensions de la « tolérance » dans l'Europe contemporaine. Ethnicité et opinion, vise à comprendre les attentes des Européens en matière d'altérité ethnique et de « vivre ensemble ». Trois questionnements orientent ses travaux : comment mettre au jour l'effet d'un contexte national et institutionnel donné sur les attitudes politiques ? Comment comprendre les « raisonnements » qui sous-tendent les choix politiques ? Et comment un niveau d'étude élevé favorise – au travers de mécanismes intellectuels complexes – les attitudes tolérantes ?